

Juillet 2013

F

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura
---	--	--------------------	---	---	---	--

COMMISSION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE POUR L'AFRIQUE

DIX-NEUVIÈME SESSION

TROISIÈME SEMAINE AFRICAINE DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE

WINDHOEK, RÉPUBLIQUE DE NAMIBIE
30 septembre - 4 octobre 2013

**Thème: Développement des secteurs forestier et de la faune sauvage pour
une contribution effective à la sécurité alimentaire et au développement
d'une économie verte en Afrique**

VALORISATION DE LA CONTRIBUTION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Contexte

1. En Afrique, les forêts représentent 23 pourcent de la superficie totale, soit environ 675 millions d'hectares. En plus de leur contribution substantielle aux économies à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale, les ressources forestières et fauniques supportent les moyens d'existence de millions de personnes. Par exemple, plus de 80 pourcent de la population en Afrique sub-saharienne satisfait ses besoins en énergie à l'aide des ressources forestières et des terres boisées. Ces dernières fournissent également une gamme variée de services écosystémiques essentiels tels que l'atténuation du changement climatique, la régulation de l'approvisionnement en eau et l'atténuation des inondations et des sécheresses. Toutefois, ces services sont souvent très négligés. Alors que des budgets insuffisants et des investissements inadaptés continuent d'handicaper les secteurs forestier et de la faune sauvage, le manque d'informations opportunes et fiables sur leur contribution à la société, ou la compréhension complète de celles-ci, favorise souvent la déforestation et la dégradation des forêts. Rien qu'au cours de la décennie écoulée, selon l'Évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO (FRA 2010), le continent a perdu environ 34 millions d'hectares de forêts. Dès lors, il est impératif que les organisations forestières communiquent efficacement et régulièrement au public et aux décideurs les valeurs réelles de ces ressources pour la société et mobilisent l'appui pour leur gestion durable.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

Évaluation de la contribution des secteurs forestier et de la faune sauvage

2. Un moyen efficace d'attirer l'attention des populations sur les ressources perdues en raison de la déforestation et de la dégradation des forêts consiste à accentuer la valeur commerciale des services écosystémiques fournis par les forêts et la faune sauvages tels que la purification de l'eau, la maîtrise des inondations et du climat, la biodiversité, et les paysages pittoresques. Actuellement, les gouvernements et les entreprises traitent souvent certains de ces services écosystémiques comme s'ils étaient gratuits et illimités. Considérés comme des prestations publiques inépuisables, ces services ne disposent pas de marchés officiels et en tant que tels, sont absents des échanges économiques traditionnels de la société.

3. Assigner un prix aux ressources naturelles et incorporer ces prix aux coûts des biens et services peut créer une incitation économique pour leur conservation et promouvoir une prise de décision responsable. En particulier, l'utilisation d'unités monétaires traduit mieux les impacts des changements dans ses services en unités aisément compréhensibles pour les décideurs et le grand public. Une telle approche pourrait également améliorer la reconnaissance de leur importance pour les autres sphères de l'économie telles que le tourisme, l'énergie et l'agriculture. Elle pourrait minimiser leur exploitation anarchique et encourager le développement de partenariats et de solutions innovantes pour mobiliser les ressources pour leur gestion durable.

4. Il est néanmoins important de noter que l'évaluation économique est l'un des multiples moyens de définir et mesurer la 'valeur'. Dans certains cas, le nombre de personnes que le secteur forestier pourrait aider à sortir de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire pourrait constituer une mesure plus déterminante pour souligner l'importance des forêts, que l'ampleur de la gestion des zones forestières ou leur valeur monétaire.

Approches de l'évaluation et de la valorisation des services écosystémiques

5. Au cours des années récentes, la valorisation des services écosystémiques a émergé comme une initiative politique majeure dans plusieurs pays ; et à travers le monde, de nouveaux moyens innovants d'appréhender les valeurs des biens et services fournis par les forêts et la faune sauvage ont vu le jour. Du point de vue des économies nationales, l'estimation de la valeur du flux total des avantages produits par les écosystèmes est l'information la plus prisée. D'autres domaines où la valorisation est souvent nécessaire incluent l'identification des avantages nets des interventions qui modifient les conditions écosystémiques et l'examen du mode de distribution des coûts et avantages des services écosystémiques.

6. La plupart des pays disposent de mécanismes officiels pour mesurer et rendre compte de la contribution des secteurs forestier et de la faune sauvage au revenu national, une mesure partielle du flot total d'avantages produits par les écosystèmes et généralement calculée en termes de PIB (la valeur marchande totale de tous les biens et services produits dans le cadre d'une économie durant une période donnée, en général un an). Ainsi mesurée, il est estimé que le secteur forestier en Afrique représente en moyenne 1,3 pour cent du PIB du continent. Quoique cette estimation soit importante, elle comporte plusieurs imperfections dont :

- la classification incorrecte des activités de telle sorte que les revenus et les emplois générés par la foresterie/faune sauvage sont enregistrés ailleurs;
- l'exclusion des utilisations informelles (telles que celles contribuant à la subsistance, le bois de chauffe) qui contribuent considérablement aux revenus et emplois dans plusieurs pays. Cette lacune pourrait particulièrement handicaper les pauvres puisque cet élément est peu pris en compte dans l'élaboration des politiques en raison du manque d'informations authentiques y afférentes.
- La non prise en compte de services écosystémiques qui sont souvent vitaux pour la performance des autres secteurs. Cette situation entrave l'élaboration de mesures nécessaires pour assurer des 'règles du jeu équitables' et l'internalisation effective des externalités positives.

7. En raison de ces insuffisances, la contribution des secteurs forestier et de la faune sauvage est actuellement considérablement sous-estimée. Cette situation amène les décideurs à leur accorder une importance moindre lors de l'allocation des ressources.

8. Plus important, il est nécessaire de reconnaître les ressources forestières et fauniques comme des composantes clés du capital naturel d'une nation comme base de production mais aussi d'existence. Ainsi, il est vital de maintenir des niveaux minimaux de ces ressources pour le fonctionnement efficace des écosystèmes naturels et pour atteindre et maintenir des niveaux satisfaisants de bien-être économique et social. Les gouvernements, entreprises et organisations ne pourront réaliser cela que si les ressources forestières et fauniques sont convenablement recensées et leur utilisation ou dégradation est effectivement suivie dans les cadres comptables nationaux (comptabilité environnementale).

9. L'estimation de la valeur économique totale des avantages des services écosystémiques nécessite l'identification de tous les services mutuellement compatibles, l'estimation de la quantité de chaque service fourni, et la multiplication de chaque service par sa valeur et l'addition de toutes les valeurs. Bien que ce procédé semble simple, il n'est guère aisé d'identifier clairement et de mesurer la 'quantité' d'un service ou d'en estimer la 'valeur'. Cela explique pourquoi très peu de pays ont entrepris d'incorporer la valorisation des ressources naturelles dans leurs cadres comptables nationaux. Ce procédé requiert également la combinaison et l'application d'une série de techniques d'évaluation tant générales que spécifiques.

10. Les principales catégories de méthodes de valorisation sont les suivantes :

- Les méthodes des préférences révélées basées sur l'analyse du comportement réel des individus et incluant des techniques telles que la fixation des prix de marché, les coûts de production, les méthodes des prix hédonistes et des frais de voyage. Ces méthodes sont essentiellement utilisées pour mesurer des valeurs directes lorsqu'un prix du marché existe, ou sa valeur indirecte disponible.
- Les méthodes de la Volonté exprimée de payer qui incluent les techniques de Dommages/Remplacement/Coût évité. La valeur de certains services écosystémiques est estimée sur la base du coût des actions requises pour éviter les effets néfastes potentiels en cas de perte de ces services, ou pour remplacer les services perdus. L'Inde par exemple impose une taxe sur les projets de développement qui impliquent le détournement de zones forestières à des fins non forestières. Dans le but d'éviter des procédures d'évaluation coûteuses, le pays utilise une méthodologie générique pour arriver au montant compensatoire à verser (qui varie entre 14 000 et 20 000 \$US par hectare) et a ainsi accumulé environ 2,3 milliards de dollars US dans un fonds spécialement créé à cet effet.
- Les méthodes de Volonté exprimée de payer telles que les techniques d'évaluation conditionnelle et d'expérimentation des choix utilisent des enquêtes pour interroger directement les personnes sur ce qu'elles sont disposées à payer sur la base de scénarios hypothétiques. Alternativement, il a été demandé aux personnes de faire des compromis entre les diverses alternatives sur la base desquels leur volonté de payer est évaluée. Ces méthodes sont essentiellement appliquées pour évaluer les valeurs de non-utilisation ou pour les services qui ne sont pas vendus dans les marchés, et ne sont pas étroitement liées à des biens commercialisés.

11. La méthode de transfert des avantages est souvent utilisée en raison de son caractère pratique et de son coût abordable. Dans ce cas, les valeurs économiques des services écosystémiques sont estimées en utilisant les informations pertinentes des études entreprises dans d'autres zones ou contextes. Il est toutefois important de noter qu'il n'existe pas de meilleure méthode universelle à appliquer. Et la valorisation n'est pas une activité ponctuelle mais plutôt un processus requérant l'application d'approches et de techniques spécifiques aux situations et la participation de diverses parties prenantes. La valorisation des services écosystémiques est un outil très efficace pour influencer les politiques publiques, toutefois, pour qu'elle soit utile, elle doit être correctement appliquée.

Application de la valorisation des services écosystémiques en Afrique

12. La grande majorité des initiatives en Afrique ont mis l'accent sur la valorisation d'un sous-ensemble d'avantages écosystémiques mes particuliers dans des zones spécifiques. Par exemple, l'étude récente du PNUE (2012) tout en illustrant l'importance des forêts de montagne du Kenya, a également démontré comment leur perte pourrait affecter plusieurs secteurs économiques tels que le tourisme, l'énergie et l'agriculture. Une étude sur l'écotourisme africain a estimé sa contribution à 8,3 pourcent du PIB de l'Afrique, alors qu'un autre rapport a estimé la génération d'environ 20 millions de dollars US par an du tourisme axée sur l'observation des gorilles et d'autres activités dans la région des Grands lacs. Actuellement, la FAO, GIZ et d'autres organisations poursuivent leurs efforts pour évaluer la contribution socio-économique des forêts et des parcs dans les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du nord. Au niveau mondial, le dernier rapport du TEEB (l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité) fournit aux décideurs politiques un aperçu détaillé de la valeur complète des services écosystémiques et également des risques implicites pour les entreprises en raison de la perte de capital naturel.

Perspectives

13. Bien que l'intérêt pour l'évaluation des services écosystémiques des forêts et de la faune sauvage demeure important, plusieurs pays en développement sont incapables d'utiliser les techniques adaptées en raison des coûts élevés de la collecte et de l'analyse des données, et des complexités de l'utilisation des informations ainsi produites. L'estimation des coûts et avantages dépend fortement de la fourniture opportune et régulière de données et/ou d'approximations nationales, qui s'avèrent coûteuses. Le lancement des initiatives de valorisation nécessite souvent la mise en place de nouvelles dispositions institutionnelles. Néanmoins, à long terme, elles aident les pays à abandonner les approches dépendantes de l'exploitation des ressources naturelles pour une planification systématique de l'affectation des terres et la gestion durable des ressources. Dans ce contexte, les pays peuvent s'associer aux initiatives en cours dans les domaines du recensement et de la comptabilité des ressources telles que les directives du GIEC pour les inventaires nationaux des gaz à effet de serre ; les systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV) dans le cadre du REDD+ ; les programmes nationaux de suivi de la Convention sur la diversité biologique ; et le Système de comptabilité environnementale et économique intégrée (SCEE) de la Commission de statistique des Nations unies.

Points à considérer

14. Étant donné l'importance de la valorisation des services écosystémiques et son application active dans la planification et la prise de décision financière au niveau national, il est crucial de promouvoir une bonne compréhension de ces concepts et des mesures politiques nécessaires entre les pays. En outre, en raison du nombre croissant d'opportunités de promotion de l'évaluation et de la valorisation des ressources, il est important de développer les capacités nationales nécessaires pour aider les pays à les exploiter au mieux. Cela contribuerait également à identifier de nouvelles opportunités de coopération et de synergies internationales/régionales et entre les donateurs et les bénéficiaires.

La Commission pourrait considérer :

- L'importance de la valorisation des services écosystémiques et leur pertinence, et la comptabilité verte dans le cadre de l'augmentation des ressources pour la gestion durable des ressources forestières et fauniques ;

-
- Les efforts et stratégies appliqués par les pays afin d'identifier et d'exploiter les nouvelles opportunités de promotion de la valorisation et de la comptabilité verte des services écosystémiques ainsi que les expériences vécues ;
 - Les moyens pour la FAO et les autres partenaires au développement d'appuyer les efforts des pays dans la promotion du développement des capacités et d'autres activités afférentes.